

Prime de naissance, congé parental : les dessous de la fin programmée de la politique nataliste...

Au cours des dernières années, la natalité de l'impérialisme français a montré les premiers signes d'une profonde mutation. En 2013, on a en effet enregistré 781 000 naissances, un chiffre en baisse de 1,8 % par rapport à son niveau de 2008. Cette baisse peut sembler modérée et presque anecdotique au regard de l'acuité de la crise économique actuelle, mais rappelons qu'au cours de la période précédente (2003-2008), le nombre de naissances avait augmenté de 4,5 %... La baisse est donc déjà significative, mais elle risque d'être bien plus prononcée au cours des prochaines années, puisque comme nous allons le voir, nos "élites" ont décidé qu'il était temps de mettre un terme à la politique nataliste instaurée il y a plus de sept décennies.

Il y a quatre ans, nous avons déjà souligné qu'à l'inverse du dynamique impérialisme chinois qui serait de plus en plus tenté d'assouplir sa stricte politique de contrôle des naissances pour lui substituer une politique active de soutien à la natalité, nos impérialismes en déclin les verraient au contraire disparaître inexorablement...¹ Durant la période 2012-2014, le plafond de l'avantage fiscal avait déjà été abaissé de 2 330 à 1 500 euros par demie-part, avec à la clef une économie annuelle de l'ordre d'un milliard d'euros pour l'Etat impérialiste français, une façon de signifier à la portion supérieure des "classes moyennes" qu'elles doivent désormais s'attendre à voir les avantages fiscaux liés à leurs rejetons fondre comme neige au soleil...

Il ne s'agit cependant là que de "menues" économies n'ayant pas pour vocation à bouleverser profondément la donne démographique : les couches relativement aisées de la population française continueront à procréer, même si elles voient leur déductions d'impôts sur le revenu se réduire...

Ce n'est en fait que très récemment, il y a quelques semaines, que notre bourgeoisie a décidé de frapper beaucoup plus fort, en ciblant cette fois les couches les plus larges de la population, même les plus modestes, en annonçant réfléchir à une baisse de la prime à la naissance et de la durée du congé parental pour les femmes.² Une "piste" confirmée quelques semaines plus tard par le gouvernement qui annonçait envisager la division par trois du montant de la prime à la naissance à partir du deuxième enfant ainsi que la réduction du congé parental à 18 mois pour la femme et enfin la diminution des aides à la garde d'enfant. Des mesures qui devraient entrer en vigueur dès 2015...

Selon l'Institut national d'études démographiques (INED), ces mesures devraient à elles seules « renforcer les problèmes de conciliation entre vie professionnelle et vie familiale » du fait des infrastructures insuffisantes des services d'accueil pour la petite enfance.³ Selon les observateurs intelligents de la bourgeoisie, la réduction de la durée du congé parental pour la femme sous couvert d'égalité homme-femme devrait à elle seul produire des effets sensibles : « Le gouvernement table en effet sur le fait que les hommes seront peu nombreux à faire valoir ce droit, donc à réclamer la prestation partagée d'éducation de l'enfant ». ⁴ S'arrêter de travailler pendant un an et demi pour relayer "maman" et jouer au papa poule en attendant l'entrée à l'école maternelle sera en effet un frein majeur pour de nombreux hommes, soit du fait de la persistance des préjugés sociaux sur la famille traditionnelle, soit de par la baisse des revenus réels du couple si la femme ne possède pas un emploi stable, soit enfin par crainte d'indisposer son employeur... Une portion sensible et croissante des couples devrait ainsi renoncer à procréer.

Pour notre bourgeoisie, c'est là indéniablement une façon intelligente de mettre un premier frein à la politique de soutien nataliste sans pour autant risquer de provoquer un tollé social comme si on en venait à réduire le montant de l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) et des allocations familiales...

Ainsi, c'est aujourd'hui sous la houlette de la "gauche", que notre impérialisme a décidé de commencer à mettre ouvertement un terme à sa politique nataliste. Celle-ci naquit dans les années 1930 (avec le versement des premières prestations familiales) après six décennies de quasi-stagnation de la population française, face à la crainte d'être démographiquement "largué" par l'impérialisme allemand, alors démographiquement beaucoup plus dynamique. Cette politique nataliste de l'impérialisme français, apanage des puissances impérialistes dominantes aux ambitions internationales, fût renforcée en 1945 avec la création du quotient familial à partir duquel fût élaborée une politique fiscale favorable aux familles nombreuses.

Voyons maintenant quels sont les bénéfices attendus de ces nouvelles mesures...

A court terme (c'est-à-dire dès 2015), ces mesures feront économiser à l'Etat bourgeois quelques centaines de millions d'euros annuellement. Si l'on considère qu'une naissance sur deux correspond à celle d'un deuxième enfant, la diminution de la prime de naissance occasionnera à elle seule une économie de l'ordre de 230 millions d'euros par an, soit moins du cinquième du coût annuel des OPEX de l'impérialisme français pour l'année 2013... et l'année en cours !⁵ En d'autres termes, des économies de bouts de chandelle...

Mais ce n'est en fait pas par ce biais que l'Etat impérialiste français espère réaliser les plus grosses économies, non ! La véritable motivation de cette énième mesure impopulaire adoptée par nos "représentants démocratiquement élus", celle dont aucun média bourgeois n'a parlé, est à rechercher du côté des coûts à plus long terme induits par une naissance.

La perspective idéale qu'ont en vue nos élites serait de parvenir à abaisser sensiblement l'indice de fécondité de la population française à un niveau comparable à celui de l'Allemagne (moins de 1,4 enfant par femme), soit une baisse de 30 % du nombre de naissances par rapport au niveau actuel. Moins de naissances, c'est en effet moins de frais de la vie courante (nourriture, habillement, etc.) à assumer pour les esclaves salariés qui pourront par conséquent de satisfaire de revenus réels à la baisse (dans un contexte de lendemains qui déchantent...), et c'est surtout de substantielles économies pour l'Etat bourgeois. Pour lui, c'est évidemment moins de prestations sociales à verser, mais également – et surtout –, moins de frais de santé et surtout d'éducation...

En France, scolariser un enfant coûte en effet chaque année à l'Etat bourgeois, autour de 5 800 euros pour l'enseignement du 1^{er} degré (pré-élémentaire et élémentaire), près de 8 400 euros au niveau collège et plus de 11 500 euros au lycée, soit au total de l'ordre de 115 000 euros pour une scolarité complète jusqu'au niveau BAC... Abaisser de 30 % les effectifs d'enfants scolarisés par rapport au niveau actuel, cela représenterait une économie annuelle de l'ordre de 30 milliards d'euros, soit plus du centuple de l'économie réalisée par la réforme de la prime de naissance !⁶ Bien sûr, la réduction des effectifs scolarisés sera progressive, mais elle n'en commencera pas moins à "porter ses fruits" dès que les cohortes de bébés non-nés auront atteint l'âge de la scolarité pré-élémentaire, soit 3 ans après leur non-naissance...

Rendez-vous donc à l'horizon 2018 pour voir les premiers effets budgétaires sensibles et les premiers licenciements de fonctionnaires qui, d'ici là, auront certainement vu leurs CDI transformés en CDD de cinq ans – conformément aux précoces premiers engagements de campagne pris par Nicolas Sarkozy, notre ex-président revenant –, permettant ainsi d'ajuster régulièrement leurs effectifs à la baisse à mesure que les effectifs d'enfants scolarisés déclinent...⁷

Nos "élites" bourgeoises s'apprêtent aujourd'hui à mettre un terme brutal à la politique nataliste instaurée au lendemain de la Guerre. Il s'agit là d'une nouvelle manifestation du déclasserment en cours de nos impérialismes et d'un facteur supplémentaire de son aggravation et de son accélération, car moins d'enfants signifiera une baisse inévitable des dépenses de consommation courante des ménages et donc une aggravation de la décomposition économique intérieure, de quoi au final compromettre les rentrées fiscales et donc les économies budgétaires initialement réalisées... Notons au passage que ce déficit de naissances ne manquera pas d'impacter également le régime des retraites, la proportion d'actifs étant de ce fait condamnée à décliner à moyen-long terme, ce qui servira alors de prétexte à l'Etat bourgeois à de nouvelles "réformes" visant à repousser l'âge légal du départ à la retraite... jusqu'à la tombe ! En bref, il s'agit là d'un nouvel aveu de l'imminence de la faillite de nos impérialismes en déclin...

De toute évidence, à travers ces mesures visant à décourager les couples d'esclaves salariés les plus modestes et fragiles économiquement de procréer davantage que ce que la "raison économique" ne l'exige – pour l'Etat bourgeois, il ne sert en effet à rien d'investir dans des enfants dont la scolarité lui coûte fort cher et qui, une fois sur le marché du travail, seront condamnés au chômage qui lui coûte également fort cher –, notre bourgeoisie fait un pas décisif sur le chemin de la révision à la baisse de ses ambitions impérialistes et s'engage de plus en plus résolument dans sa transformation en bourgeoisie compradore inféodée à l'impérialisme chinois. Plus que jamais, si les esclaves salariés veulent continuer à pouvoir se projeter dans l'avenir, eux et leurs enfants, ils doivent jeter bas le pouvoir de plus en plus décrépît du Capital et ne plus se laisser duper par ses fausses apparences "démocratiques". Les travailleurs doivent le remplacer par un pouvoir bien à eux qui se refusera à hypothéquer leur avenir et à le sacrifier sur l'autel du profit d'une minorité exploiteuse aussi réactionnaire que mesquine et imbécile...

Vincent Gouysse, pour l'OCF, 06/10/2014

Notes : ¹ Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, Edition numérique, pp. 328-329 • ² La prime de naissance et le congé parental en passe d'être baissés ?, *Le Nouvel Observateur*, 08/09/2014 • ³ Prime de naissance : le gouvernement met-il en péril la natalité en France ?, *Le Nouvel Observateur*, 30/09/2014 • ⁴ Déficit de la sécurité sociale : prime à la naissance, congé parental... les pistes évoquées pour faire des économies supplémentaires, *Le Huffington Post*, 27/09/2014 • ⁵ Défense : le surcoût des opérations extérieures va dépasser 1 milliard en 2014, *La Tribune.fr*, 19/09/2014 • ⁶ Source des chiffres bruts : Ministère de l'éducation nationale, *Repères et références statistiques*, 2009 ; Education : combien coûte la scolarité d'un élève à l'Etat français, *Challenges.fr*, 29/08/2013 • ⁷ Sarkozy propose un contrat de cinq ans pour les fonctionnaires, *Franceinfo.fr*, 01/10/2014.